

Comptes annuels - Exercice 2010

SITUATION PATRIMONIALE

ACTIF	Clôture au 31/12/10 Durée 12 mois			Clôture au 31/12/09 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE :				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORP. AUTRES	723 660	625 077	98 582	28 486 62 351
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
TERRAINS	227 058	6 002	221 055	208 339
CONSTRUCTIONS	8 275 546	7 091 510	1 184 036	1 288 834
INST. TECHN. MATER. ET OUTIL.	295 552	287 148	8 404	12 898
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPOR. IMMOB. CORPORELLES EN COURS	2 160 277	1 801 338	358 938	467 848 29 558
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) :				
PARTICIPATIONS	62 300	21 300	41 000	41 000
AUTRES TITRES IMMOBILISES	42 925		42 925	42 716
PRETS	524 816		524 816	75 000
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANC.	62 848		62 848	63 199
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	12 374 986	9 832 378	2 542 608	2 320 232
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS :				
MAT. PREMIERES, AUTRES APPROV. EN-COURS DE PRODUCT.(BIENS) MARCHANDISES				12 715
AVANCES ET ACPTES VERS/. CDES	2 363		2 363	772
CREANCES D'EXPLOITATION : (3)				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	868 203	38 188	830 015	724 018
AUTRES	208 715	3 091	205 623	433 617
CREANCES DIVERSES(3)	78 150		78 150	50 354
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :				
TITRES	2 148 055		2 148 055	1 616 077
DISPONIBILITES	139 352		139 352	940 652
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	95 361		95 361	103 054
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 540 202	41 280	3 498 922	3 881 264
TOTAL ACTIF	15 915 189	9 873 658	6 041 531	6 201 496
(1) DONT DROIT AU BAIL				
(2) DONT A MOINS D'UN AN			112 080	15 000
(3) DONT A PLUS D'UN AN			73 512	67 972

SITUATION PATRIMONIALE

PASSIF	Clôture au 31/12/10 Durée 12 mois	Clôture au 31/12/09 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES		
APPORTS	(1 799 059)	(1 799 059)
RESERVES :		
RESERVE DE SOLIDARITE	52 011	51 103
REPORT A NOUVEAU	4 612 546	4 022 582
RESULTAT DE L'EXERCICE	376 748	590 872
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	121 977	150 982
TOTAL CAPITAUX PROPRES	3 364 223	3 016 480
AUTRES FONDS PROPRES		
FONDS EFFORT DE CONSTRUCTION		
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES		
PROVISIONS POUR RISQUES	308 625	573 801
PROVISIONS POUR CHARGES	12 000	48 900
TOTAL PROV. RISQ. & CHAR	320 625	622 701
DETTES (1)		
DETTES FINANCIERES :		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS CREDIT (2)	271 427	405 476
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	7 474	7 900
DETTES D'EXPLOITATION :		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	395 815	309 382
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 140 082	1 120 035
DETTES DIVERSES :		
DETTES SUR IMMO ET CPTES RATTACHES	28 533	131 585
DETTES FISCALES (IMPOT SUR LES BENEFICES)	139	
AUTRES DETTES	441 557	401 119
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	71 652	186 815
TOTAL DETTES	2 356 682	2 562 315
TOTAL PASSIF	6 041 531	6 201 496
(1) DONT A PLUS D'UN AN	132 484	271 029
DONT A MOINS D'UN AN		
(2) Dt CONCOURS BANC. COURANTS & SLD CRED. B		

COMPTE DE RÉSULTAT

	Clôture au 31/12/10 Durée 12 mois	Clôture au 31/12/09 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		
VENTES DE MARCHANDISES	8 247	3 579
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	2 082 272	2 018 022
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	6 327 373	6 882 183
REPRISES S/PROVISIONS ET AMORT - TRANSFERT CHARGES	93 856	65 497
TOTAL	8 511 749	8 969 283
CHARGES D'EXPLOITATION (2)		
ACHATS DE MARCHANDISES	5 499	3 621
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	1 846 925	1 847 123
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 018 572	1 042 419
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 316 117	3 358 372
CHARGES SOCIALES	1 580 305	1 587 096
DOTATIONS AUX AMORT ET AUX PROVISIONS		
S/IMMOBILISATIONS - DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	362 037	300 799
S/ACTIF CIRCULANT - DOTATIONS AUX PROVISIONS	18 013	6 256
POUR RISQUES ET CHARGES - DOTATION AUX PROVISIONS	12 000	48 900
AUTRES CHARGES	272 419	244 031
TOTAL	8 431 892	8 438 620
RESULTAT D'EXPLOITATION	79 857	530 663
PRODUITS FINANCIERS (3)		
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES ACTIF IMMOBILISE	925	1 067
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	25 384	30 936
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERT CHARGES	1	4 500
PRODUITS NETS S/CESSION VAL MOBILIERES PLACEMENT	2 538	2 513
TOTAL	28 849	39 017
CHARGES FINANCIERES		
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 970	1 318
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES (4)	11 060	10 362
TOTAL	13 030	11 680
RESULTAT FINANCIER	15 818	27 336
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	95 676	557 999

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/12/10 Durée 12 mois	Clôture au 31/12/09 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
SUR OPERATIONS DE GESTION	2 392	436
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	29 005	35 602
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERT CHARGES	249 968	
TOTAL	281 365	36 038
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
SUR OPERATIONS DE GESTION	154	90
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		550
TOTAL	154	640
RESULTAT EXCEPTIONNEL	281 211	35 398
IMPOTS SUR LES BENEFICES	139	2 526
TOTAL DES PRODUITS	8 821 964	9 044 339
TOTAL DES CHARGES	8 445 215	8 453 467
BENEFICE	376 748	590 872

*** Y COMPRIS**

Crédit-bail mobilier

Crédit-bail immobilier

*** Y COMPRIS :**

- (1) Dt produits afférents à des exerc. ant.
- (2) Dt charges afférentes à des exerc. ant.
- (3) Dt produits concernant entreprises liées
- (4) Dt intérêts concernant entreprises liées

62 203

ANNEXE

- au bilan de l'exercice clos le 31 Décembre 2010 dont le total est de 6 041 531 €

et

- au compte de résultat de l'exercice 2010.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier 2010 au 31 Décembre 2010.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

	Page
REGLES ET METHODES COMPTABLES	A01 (1 à 4)
COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	
Actif immobilisé	A02
Amortissements	A03
Provisions	A04
Subventions d'investissement	A05
Echéances des créances et des dettes	A06
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	A07
Immobilisations incorporelles	A08
Produits à recevoir	A09
Charges à payer	A10
Charges et produits constatés d'avance	A11
Ventilation du chiffre d'affaires net	A12
ENGAGEMENTS FINANCIERS	
Crédit bail	A13
Engagements financiers	A14
Dettes garanties par des sûretés réelles	A15
AUTRES INFORMATIONS	
Filiales et participations	A16
Variation des capitaux propres	A17

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Exercice clos le 31 Décembre 2010.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément :

- à la circulaire n° 1111 du 30 mars 1992,
- aux hypothèses de base,
 - continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve de la modification de celles relatives aux engagements sociaux à compter du 1^{er} janvier 2004, et de celles dites d'amortissements par composants en 2005.
 - indépendance des exercices.
- aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Rappel relatif au bilan d'ouverture au 01/01/92

Pour le montage du premier bilan, nous avons procédé à l'évaluation des différents postes d'actif et de passif selon les règles d'évaluation préconisées par la réforme comptable.

Ainsi, les immobilisations ont été valorisées d'après leur coût historique et les amortissements reconstitués depuis l'origine des acquisitions.

Les immobilisations financières ont été reconstituées selon une procédure identique dans un inventaire détaillé et ont été dépréciées chaque fois que cela s'est avéré nécessaire.

La valorisation des stocks de terrains a été calculée d'après nos archives comptables et selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les créances et les dettes mentionnées ont été reprises dans le respect intégral des principes comptables, notamment en ce qui concerne la spécialisation des exercices et l'application du principe de prudence. Nous rappelons que ces postes regroupent entre autres les provisions pour congés à payer ainsi que les intérêts courus non échus sur emprunts.

Par ailleurs, outre la meilleure connaissance du patrimoine, nous avons intégré dans le bilan d'ouverture la situation exacte des emprunts au 1er janvier 1992 telle qu'elle figure sur les différents tableaux d'amortissements établis par les organismes financiers.

Les subventions d'investissements antérieures au 1er janvier 1992 ont été incorporées aux capitaux propres pour des montants correspondant aux valeurs résiduelles des immobilisations qu'elles ont financées.

Enfin pour obtenir l'équilibre du premier bilan, l'écart qui résulte de l'ensemble de ces opérations a été reporté au compte Apports (dans un compte spécifique "écart d'ouverture du premier bilan") figurant au passif du bilan pour - 1 799 059 €.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- constructions

Application à compter du 1^{er} janvier 2005 du nouveau règlement CRC 2002 - 10 du 12 décembre 2002 sur la définition des actifs, les nouvelles règles en matière d'amortissements et l'approche par composants. La méthode retenue est la méthode prospective, sans impact sur les capitaux propres.

- constructions légères	10 ans
- agencements et aménagements des constructions	10 ans
- installations techniques	4 à 10 ans
- matériel et outillage industriels	4 à 10 ans
- installations générales	10 ans
- matériel de bureau et informatique	4 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont inscrites au passif du bilan et sont incorporées au résultat de l'exercice par quote-part calculée en fonction de la durée d'amortissement des immobilisations qu'elles ont financées.

Toutefois, à titre exceptionnel, elles peuvent être incorporées intégralement au résultat de l'exercice au titre duquel elles ont été attribuées ou enregistrées en comptabilité.

Engagements sociaux

La CCI applique à compter du 1^{er} janvier 2004 la recommandation n° 2003-R.01 du Conseil national de la comptabilité, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires. Cette recommandation détermine les règles comptables applicables concernant :

- les avantages postérieurs à l'emploi comme les pensions et autres engagements de retraite ainsi que les régimes de congés de fin de carrière,
- les autres engagements à long terme comme l'intéressement, les primes et autres rémunérations différées,
- les modalités de comptabilisation et d'évaluation de ces engagements,
- les indemnités de fin de contrat de travail,
- les informations à porter en annexe.

La CCI comptabilise au passif la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture

1. L'obligation au titre des indemnités de fin de carrière est évaluée linéairement en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service du salarié donne lieu à une unité supplémentaire de droit à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour déterminer l'obligation finale. Elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation de l'effectif.
2. Les allocations d'ancienneté, calculées selon les normes IAS19, tenant compte notamment d'un turn over, de l'espérance de vie et des taux d'accroissement et d'actualisation.
3. La quote-part des garanties complémentaires santé maintenues pour les retraités est évaluée sur la base des tarifs N + 1 affectée d'un coefficient multiplicateur en lien directe avec une table de mortalité par genre (masculin / féminin).

4. La valorisation du régime de congé de fin d'activité pour la quote-part restant à la charge de la CCI est calculée en fonction des droits restant à courir sur les dossiers en-cours au 31 décembre.
5. La participation de la CCI au titre des allocations versées à ses anciens salariés par la Caisse Mutuelle d'Allocations Chômage des Chambres de Commerce est calculée en fonction des droits restant à courir sur les dossiers en-cours au 31 décembre.

A l'origine de la première application de la recommandation 2003-R-01 du 1^{er} avril 2003 du Conseil national de la comptabilité sur les comptes 2004, le différentiel de provision déterminé à l'ouverture de l'exercice avait été prélevé sur les capitaux propres à hauteur de 515 K€ par imputation sur le report à nouveau.

Fonds d'intervention

Par délibération en Assemblée Générale du 18 juin 2009, le Fonds d'intervention a été doté d'un montant de 1 000 000 €. Au cours de la séance du 13 juillet 2010, décision a été prise de prolonger le dispositif et d'augmenter le montant affecté de 700.000 € portant le montant total du fonds d'intervention à 1 700 000 €. Après attribution de prêts d'honneur, le solde de cette dotation est de 1 139 600 € au 31 décembre 2010.

Engagements reçus au titre du plan de remboursements par les bénéficiaires :

Années	Montant des remboursements en €
2011	112 080
2012	112 080
2013	112 080
2014	112 080
2015	76 496
Total	524 817

Résultat exceptionnel

En 2010, le résultat exceptionnel comprend notamment les éléments suivants :

Au titre des produits :

- une reprise de provision sur engagements sociaux au titre de la mutuelle des retraités pour 249 968 €,
- et la quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat pour 29 005 €.

Autres informations

- un protocole d'accord transactionnel avec la société Picoty a été signé en début d'année 2011.
- les honoraires du commissaire aux comptes pris en charges en 2010 sont de 12 139 €.

IMMOBILISATIONS

CADRE A		Val.brute des immo.au début	AUGMENTATIONS	
			Réévaluation	Acquis.creat.
Frais établissement, recherche et développement	TOTAL I			
Autres postes immobilisations incorporelles	TOTAL II	673 391		50 269
Terrains		214 342		12 716
Constructions sur sol propre		5 992 686		
Constructions sur sol autrui				
Installations générales, agenc.et aménag.constructions		2 194 787		88 074
Installations techniques matériel et outillages industriels		295 553		
Installations générales, agencements aménagements divers		234 116		
Matériel de transports		286 057		
Matériel de bureau et informatique mobilier		1 626 866		13 238
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours		29 558		
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	TOTAL III	10 873 966		114 028
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		60 331		1 970
Autres titres immobilisés		42 716		210
Prêts et autres immobilisations financières		138 199		485 400
Immobilisations financières	TOTAL IV	241 247		487 580
TOTAL GENERAL	(I+II+III+IV)	11 788 604		651 877

CADRE B		DIMINUTIONS		Valeur brute immobilis.à fin exercice	Rééval.Leg. V.O. immo. en fin.d'exe.
		Par virements Poste à poste	Par cessions, mis.hors serv		
Frais établissement rech.et dévelop.	TOTAL I				
Aut.postes immobilis.incorporelles	TOTAL II			723 661	
Terrains				227 058	
Constructions sur sol propre				5 992 686	
Constructions sur sol autrui					
Inst.gales.agencts et aménag.constructions				2 282 861	
Inst.techniques.matér.& outillage.industriels				295 553	
Inst.gales.agencts.aménagements divers				234 116	
Matériel de transport				286 057	
Matériel de bureau & informatique mobilier				1 640 105	
Immobilisations mises en concession					
Immobilisations corporelles en cours		29 558		0	
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	TOTAL III	29 558		10 958 435	
Participations évaluées par équivalence					
Autres participations			1	62 300	
Autres titres immobilisés				42 926	
Prêts et autres immobilisations			35 934	587 665	
Immobilisations financières	TOTAL IV		35 935	692 891	
TOTAL GENERAL	(I+II+III+IV)	29 558	35 935	12 374 986	

AMORTISSEMENTS

Cadre A : SITUATION MOUVEMENTS EXERCICE IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant début d'exercice	Augmentations Dotation exercice	Diminutions Reprises exercice	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche et Autres immobilisations incorporel	TOTAL I TOTAL II	582 554	42 524		625 078
Terrains		6 002			6 002
Constructions:					
-sur sol propre		5 622 451	58 533		5 680 984
-sur sol d'autrui					
-Instal. Gén. Agenc.et Aménag. constructions		1 276 188	134 338		1 410 526
- Instal.Tech. Matériel & Outillage industriels		282 655	4 494		287 149
Autres immobilisations corporelles:					
-Instal.Générales Agenc. Aménag. divers		228 712	635		229 347
-Matériel de Transport		25 230	42 953		68 184
-Matériel de bureau & informatique mobilier		1 425 249	78 560		1 503 808
-Immobilisations mises en concession					
	TOTAL III	8 866 486	319 514		9 186 000
TOTAL GENERAL	(I+II+III)	9 449 040	362 038		9 811 078

Cadre B : VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS				Cadre C : PROV.AMT.DEROGATOIRES	
Immobilisations amortissables	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais établis.&recherche (I) Immobil. incorporelles (II)	42 524				
Terrains					
Constructions:					
-sur sol propre	58 533				
-sur sol d'autrui					
-Inst.géné. agenc.aménag.	134 338				
Inst.techn. matér.& outillage	4 494				
Autres immobil..corporelles:					
-Ins.géné.agenc.amén. div.	635				
-Matériel de transport	42 953				
-Mat.bur. & inform.mobilier	78 560				
-Immos mises en concession					
TOTAL III	319 514				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	362 038				

Cadre D : MVTS EXERC.AFFECTANT CHARGES REPARTIES/PLUSIEURS EXERCICES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations	Montant net à fin exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE DES PROVISIONS	Montant début d'exercice	Augmentation dotations exercice	Diminutions reprises exercice	Montant fin d'exercice
Provisions réglementées				
-Prov. reconstit. gisements miniers, pétroliers				
-Provisions pour investissements				
-Provisions pour hausse des prix				
-Provisions pour fluctuation des cours				
-Amortissements dérogatoires				
-Prov.fisc. implant. étranger avant le 1.1.1992				
-Prov.fisc. implant. étranger après le 1.1.1992				
-Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour risques et charges				
-Provisions pour litiges				
-Provisions garanties données aux clients				
-Provisions pour pertes sur marchés à terme				
-Provisions pour amendes et pénalités				
-Provisions pour pertes de change				
-Provisions pour pensions et obligations simil.				
-Provisions pour impôts				
-Provisions pr renouvellement immobilisations				
-Provisions pour grosses réparations				
-Prov.pour charges soc. & fisc. sur congés				
-Autres provisions pour risques et charges	622 701	12 000	314 076	320 625
TOTAL II	622 701	12 000	314 076	320 625
Provisions pour dépréciation				
-Immobilisations incorporelles				
-Immobilisations corporelles				
-Participations évaluées par équivalence	19 330	1 970		21 300
-Autres immobilisations financières	1		1	
-Stocks et en-cours				
-Comptes clients	24 929	18 013	4 754	38 189
-Autres provisions pour dépréciation	3 092			3 092
TOTAL III	47 352	19 983	4 755	62 580
TOTAL GENERAL (I+II+III)	670 053	31 983	318 831	383 205

Dont dotations et reprises :	- d'exploitation	30 014	68 862
	- financières	1 970	1
	- exceptionnelles		249 968

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

SERVICES / OPERATIONS FINANCEES	MONTANTS INITIAUX	MONTANTS AMORTIS	SOLDES AU BILAN
<u>LOCAUX DESTINES A L'ENSEIGNEMENT</u>	765 294	652 562	112 732
I.E.S. Emile MAROT Espace documentaire et salles de conférences			
- CONSEIL REGIONAL	609 796	520 454	89 342
- CONSEIL GENERAL	152 449	129 515	22 934
- AUTRES	3 049	2 592	457
<u>CENTRE ROUTIER</u>	115 554	106 309	9 245
Investissements de 2001 Plate-forme de tranbordement			
- CONSEIL REGIONAL	57 919	53 283	4 636
- CONSEIL GENERAL	28 818	26 513	2 305
- ARC EN SEVRE	28 817	26 513	2 304
MONTANTS TOTAUX	880 848	758 871	121 978

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

CADRE A - ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an
De l'Actif Immobilisé			
Créances rattachées à des participations	62 300		62 300
Prêts (1) (2)	524 817	112 080	412 737
Autres immobilisations financières	105 774		105 774
De l'Actif Circulant			
Clients douteux ou litigieux	42 070		42 070
Autres créances clients	826 133	826 133	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 848	16 848	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	9 299	9 299	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	182 569	182 569	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers	80 514	77 423	3 092
Charges constatées d'avance	95 362	67 011	28 350
T O T A U X	1 945 686	1 291 363	654 323

(1) Montant prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant rembours.obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés

CADRE B - ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emp.aup.établis.crédit à 2 ans maxi.	398	398		
Emp.aup.établis.crédit à plus de 2 ans	271 029	138 545	132 484	
Empr.dettes financières divers (1) (2)	7 475	7 475		
Fournisseurs et comptes rattachés	395 816	395 816		
Personnel et comptes rattachés	309 222	309 222		
Sécurité sociale, autres organis.sociaux	539 160	539 160		
Impôts sur les bénéfices	139	139		
Taxes sur la valeur ajoutée	6 896	6 896		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes assimilées	284 806	284 806		
Dettes / immobil.& comptes rattachés	28 534	28 534		
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	441 557	441 557		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	71 652	71 652		
T O T A U X	2 356 682	2 224 198	132 484	

(1) Empr.souscrits en cours d'exercice

(1) Empr.remboours. en cours d'exercice

(2) Montant des divers empr.& dettes

contractés auprès des associés pers.phys.

ELEMENTS RELEVANTS DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - articles 10 et 24-15)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	1 601		
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunt et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Détail des postes du bilan	MONTANT	AMORTISSEMENT REALISE en € et %
FRAIS D'ETABLISSEMENT		
FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT		
FONDS COMMERCIAL		
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	723 660	625 077
Logiciels informatiques et conception d'imprimés	723 660	86%
Licence		0%
Immobilisations incorporelles en-cours		0%
MONTANT TOTAL	723 660	86%

PRODUITS A RECEVOIR

[Décret 83-1020 du 29-11-1983 - article 23]

Montant des produits à recevoir Inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	304 054
Autres créances	188 025
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	492 079

CHARGES A PAYER

[Décret 83-1020 du 29-11-1983 - article 23]

Montant des charges à payer Incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	398
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 295
Dettes fiscales et sociales	692 821
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes :	44 974
TOTAL	783 488

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

[Décret 83-1020 du 29-11-1983 - article 23]

PRODUITS	Montant
Produits d'exploitation	71 652
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL	71 652

CHARGES	Montant
Charges d'exploitation	95 361
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	95 361

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

[Décret 83-1020 du 29-11-1983 - article 24-21]

Répartition par secteur d'activité	Montant
SERVICE GENERAL	
Ventes marchandises, prestations de services, produits annexes	282 583
SERVICE FORMATION (*)	
Prestations de formation et produits annexes	1 430 926
SERVICE AEROPORT (*)	
Ventes de carburant	
Prestations de services	
SERVICE AMENAGEMENT	
Cessions de terrains	
SERVICE DIVERS	
Mises à disposition de personnel	
Locations locaux et équipements (C3R, station, SécuritéPark, locaux Bressuire)	172 182
Remboursements de charges (Plateforme multimodale)	196 327
Traductions	8 502
(*) Non compris les subventions de fonctionnement	
TOTAL	2 090 520

Répartition par marché géographique	Montant
France	
ETRANGER	
TOTAL	

CREDIT-BAIL

[Décret 83-1020 du 29-11-1983 - article 53]

	Terrains	Constructions	Installation Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine					
Amortissements					
- Cumuls exercices antérieurs					
- Dotations de l'exercice					
TOTAL					
Redevances payées					
- Cumuls exercices antérieurs					
- Exercice					
TOTAL					
Redevances					
Restant à payer					
- à un an au plus					
- à plus d'1 an et 5 ans au plus					
- à plus de 5 ans					
TOTAL					
Prix d'achat résiduel					
- à un an au plus					
- à plus d'1 an et 5 ans au plus					
- à plus de 5 ans					
TOTAL					
Montant Pris en Charges Exercice					

ENGAGEMENTS FINANCIERS 18

[Décret 83-1020 du 29-11-1983 - articles 24-9 et 24-16]

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Partici- pations	Autres entreprises liées	Autres	Provisions
Engagements donnés (1)							
Emprunts en cours - montant des intérêts non échus au 31/12/2010						9 663	
Fonds d'intervention						1 139 600	
TOTAL.....						1 149 263	
Engagements en matière de pensions (2).....							
Engagements reçus (3)							
Fonds d'intervention						524 817	
TOTAL.....						524 817	
Engagements réciproques (4)							

(1) et (2) informations obligatoires.

(3) Indiquer, le cas échéant, le montant des créances assorties de garanties.

(3) et (4) Informations facultatives.